



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'étincelle

pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Contact : ecrire@npa2009.org

Consulter : <http://www.npa-auto-critique.org/>

Mardi 13 septembre 2016

Campagne des Primaires à droite comme au PS :

La mascarade des démagogues

À droite comme au PS, c'est le défilé des aspirants candidats à l'élection présidentielle. Sarkozy et Hollande ayant tellement dégoûté la population avec leur politique anti-ouvrière, tous leurs seconds couteaux se disent qu'ils ont une chance. Mais ce qu'ils ont à proposer n'est pas bien différent : austérité et suppressions d'emplois pour les travailleurs, allègements d'impôt pour le patronat. Quand ils cherchent à se distinguer, c'est en allant toujours plus loin vers les idées nauséabondes du Front national, en déployant un discours anti-immigrés qui ne vise qu'à diviser les travailleurs.

Ne nous laissons pas diviser

Les premiers à subir la surenchère démagogique des futurs candidats sont les migrants. Le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, s'est rendu à Calais la semaine dernière pour annoncer le démantèlement à venir de la « jungle ».

Si les conditions de vie dans le camp s'aggravent de jour en jour, c'est d'abord du fait du harcèlement de la police. Le démantèlement du camp de Calais n'aurait pour seul résultat que de constituer un autre camp ailleurs, plus précaire encore. Comme à Paris, où les opérations policières se sont multipliées contre des campements ces derniers mois, sans que les migrants délogés n'aient de solution d'hébergement.

Le mur de la honte

Les autorités ont confirmé la construction d'un mur de 4 mètres de haut le long de la rocade d'accès au port de Calais, pour empêcher les migrants de rejoindre l'Angleterre. Ce n'est pas un mur, aussi haut soit-il, qui fera perdre espoir à tous ceux qui cherchent refuge en Europe. 25 ans après la chute du mur de Berlin, le monde n'a jamais connu autant de murs !

Ce monde tourne vraiment à l'envers. Nos dirigeants multiplient les guerres, soutiennent des dictateurs à travers le monde et provoquent la misère aux quatre coins de la planète. Mais ceux qui tentent de fuir ces situations se retrouvent accusés et pourchassés.

La politique de l'Europe des barbelés, de fermeture de frontières et de répression policière, fait des milliers de morts chaque année. Les criminels, ce sont nos gouvernants.

Comment faire entendre le monde du travail

À la fête de *l'Humanité*, le PCF a prétendu œuvrer pour l'unité à la gauche du PS en réunissant les Montebourg, Hamon, DufLOT et autre Mélenchon. Tous d'anciens ministres, qui se sont affichés contre la loi Travail mais en avaient accepté bien d'autres lorsqu'ils étaient au gouvernement. Chacun écoutant son ambition, pas sûr qu'ils parviennent à une candidature commune. Mais quelles que soient leurs tractations, ils n'offrent aucune perspective de mobilisation pour le monde du travail.

Ces intérêts des travailleurs, il faudra les défendre dans les usines, dans les entreprises, dans les services publics et dans la rue. C'est sur le terrain de la lutte des classes que les travailleurs se feront entendre.

La journée de mobilisation appelée par les syndicats le 15 septembre sera une occasion de réaffirmer que, si la loi Travail a été adoptée au parlement, elle est toujours rejetée par la population.

Cette mobilisation, il faudra la poursuivre, contre la loi Travail, mais aussi contre les nouveaux plans de licenciements, comme à Alstom et SFR, contre les plans de compétitivité et toutes ces attaques annoncées. Le patronat, lui, n'attend pas 2017 pour mener sa lutte de classe, alors à notre tour de mener la nôtre !

Tous à la manifestation, jeudi 15 septembre

À Paris : 14 heures à Bastille

Le diesel ou l'essence du capitalisme

La direction a laissé fuiter dans la presse des propos de Thierry Bolloré : le Directeur délégué à la compétitivité de Renault s'interrogerait sur le maintien du diesel sur les segments B et C. En cause : la hausse des coûts pour respecter les normes, et la tendance à la baisse des ventes de véhicules diesel. Bref : le diesel ne serait bientôt plus suffisamment rentable. Ce n'est ni l'impact sur la santé, ni l'environnement, ni l'emploi qui dictent les choix des dirigeants de Renault, mais les profits.

Le symbole d'un système qui nous envoie dans le mur !

Directeur à potentiel

T. Bolloré sait motiver ses troupes. Pendant que certains salariés croulent sous le boulot engendré par les nouvelles normes, il annonce tranquillement que Renault compte passer à autre chose que le Diesel, qui risque de s'avérer moins rentable qu'avant. Diesel ou pas, son message a au moins le mérite d'être clair : si on doit se mettre en quatre pour les projets, c'est juste pour être rentable et enrichir les actionnaires.

Le seul carburant du profit, c'est l'exploitation...

Rupture d'offre... de PC ACE1

La direction n'est visiblement plus habituée à accueillir de nouveaux arrivants. A la MAP, c'est la rupture de stock pour les PC ACE1 3D. Pour les quelques nouveaux embauchés, les apprentis et les nombreux salariés des entreprises sous-traitantes qui arrivent sur le site, c'est la galère pour récupérer de quoi travailler.

Une bonne initiation pour les nouveaux arrivants qui pourraient être soumis prochainement aux urgences des projets : chez Renault, il est surtout urgent d'attendre... le contrordre !

C'est le talent qui paie !

Il fut un temps pas si lointain où le grand manitou Ghosn misait tout sur l'électrique et crachait sur les concurrents qui développaient des moteurs hybrides. Résultat au bout de 5 ans, seulement 100 000 Renault électriques vendues et des projets hybrides qu'il faut envisager en urgence pour tenter de remplacer le Diesel, au cas où...

Essayer de nous enfumer avec des véhicules électriques, il fallait oser !

Besoin d'air ?

On apprend dans un tract syndical que les bâtiments du site ont des soucis de ventilation. Après avoir fait des économies sur les espaces verts, sur le nettoyage, voilà maintenant que la direction fait des économies sur la ventilation. Elle n'a visiblement aucun scrupule à nous faire travailler dans des bâtiments à l'air vicié.

Comme quoi il ne suffit pas d'avoir des dirigeants qui brassent de l'air, encore faudrait-il qu'il soit renouvelé.

Annoncé 2 fois mais pas doublé

L'annonce avait été faite aux NAO de février comme une des mesures salariales 2016 : l'abondement de Renault aux jours versés dans le PERCO passera de 25 à 30 %. Une annonce renouvelée par la direction à la rentrée. Tout ce bruit pour 5 % de plus. En fait, la mesure n'est effective qu'au 1^{er} septembre : ceux qui avaient cru que c'était déjà le cas dès février ont de bonnes raisons de se sentir floués.

Divergence de point de vue...

Alors que Renault implante une nouvelle usine au Maroc, T. Bolloré se plaint dans *les Échos* de la « convergence salariale » entre les pays en développement, où la main-d'œuvre est de plus en plus chère... Bolloré et Cie organisent la concurrence entre les pays pour tirer les salaires à la baisse et nous dresser les uns contre les autres. Mais quand les ouvriers turcs ou roumains parviennent à obtenir des meilleurs salaires, ils défendent les intérêts de tous les salariés du groupe !

La convergence qu'il regrette, nous, on est prêt à la construire avec tous les travailleurs !

100% des capacités d'exploitation

Cette semaine, la direction a remis en place une équipe de nuit à Sandouville et affirme vouloir « saturer les sites » pour gagner en compétitivité. Les 11 usines qui alimentent le marché européen seraient à 78% de leurs capacités de production. Mais voilà : à Sandouville, il y avait 4500 CDI en 2008. Aujourd'hui ils ne sont plus que 1200, et 1400 intérimaires. Au montage, 90% sont des précaires, qui doivent accepter les travaux les plus pénibles dans l'espoir d'être repris à la fin de leur contrat.

La compétitivité, c'est simplement l'autre nom de l'exploitation. Et si on rendait la monnaie de leur pièce à nos exploiters !

Imposons l'interdiction des licenciements

La direction d'Alstom, ultra bénéficiaire, vient d'annoncer la liquidation du site de Belfort : plus de 500 salariés. L'État, actionnaire à 20 %, prétend n'avoir rien vu venir. Fermeture ? Non, dit la direction d'Alstom, puisqu'il restera sur le site... 40 salariés ! Plan social ? Non, les salariés se verront proposer des mutations bidon sur d'autres sites loin de chez eux; mais s'ils refusent, bien sûr, ce sera la porte !

Ministres et ex-ministres du gouvernement Hollande se partagent les rôles : ceux qui comme Valls prétendent sauver le site aux frais du contribuable et au grand bénéfice des patrons, et ceux qui comme Macron affirment que l'État... ne peut rien faire.

Une chose est sûre, pour interdire les licenciements dans toutes les entreprises qui gavent les exploiters, les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs luttes !